

JOURNAL

Iran : où va la Révolution islamique ?

FRANÇOIS PIERRELAT

Les orientations générales

Plutôt que « Guerre jusqu'à la victoire », le slogan le plus volontiers répété dans certains rassemblements organisés serait « Guerre jusqu'à la fin du désordre ». Contrairement aux interprétations ironiques des opposants, le dernier mot ne fait nullement allusion au désordre intérieur de l'Iran, aux rivalités de groupes et aux dissidences ethniques potentiellement sanglantes mais refoulées au second plan par la guerre étrangère. Il désigne le désordre global du monde que l'Islam, singulièrement sous son aspect chiite, a l'ambition séculaire d'aboîr.

Par là est rappelée la dimension universelle que s'est donnée la Révolution islamique, née de tensions douloureuses entre un « Tiers Monde » largement représenté en Iran et un secteur développé mais combien artificiel, créé par les derniers souverains. Elle est d'abord protestation contre la division du monde entre Nord et Sud, division inscrite dans la géographie sociale de Téhéran.

La principale source des disparités, des ruptures et des désespérances, n'est aux yeux des révolutionnaires islamiques, ni un processus socio-économique tel que l'impérialisme, ni une logique plus ou moins consciente de comportement, c'est, antérieurement à tout autre phénomène, une attitude morale, celle de l'« Istikbar », terme traduit habituellement par « arrogance » mais qui englobe aussi les notions de « volonté de puissance » ou de « course à la puissance ». Ses méfaits se manifesteraient d'ailleurs tout autant dans les pays développés que dans les autres et se traduiraient par les fléaux bien connus du monde contemporain : drogue, violence, famine, inflation, endettement, autant de maux dont souffrent en premier lieu les abandonnés ou laissés-pour-compte de la puissance et que l'on nomme Mostaz'afin, c'est-à-dire « ceux que l'on a affaiblis pour profiter

de leur faiblesse ». A tous ces malaises, l'Islam entendrait porter une réponse en proposant de jeter quelque lumière sur les dimensions spirituelles et éthiques systématiquement occultées de tous les désarrois, en rappelant que nulle part la vie ne saurait avoir de sens si la mort elle-même n'en avait pas, bref en levant les tabous dont les interrogations métaphysiques qui sous-tendent toute réflexion politique seraient actuellement l'objet.

De telles conceptions, dans la mesure où elles se présentent comme des remèdes aux inégalités, aux disparités et aux misères humaines, entendent s'inscrire dans le mouvement révolutionnaire mondial et, à ce titre, ne sauraient être confondues avec une quelconque « réaction cléricale ». Bref, la Révolution islamique est résolument « de gauche » mais prétend aller plus loin que celles qui l'ont précédée en Europe et en Asie. D'ailleurs elle assume leur héritage philosophique et reprend volontiers à son compte certaines analyses de Hegel, de Marx, de Mao Tsé-Toung, voire de sociologues contemporains, tout en considérant que la pensée critique systématiquement poursuivie conduit à l'aveu de ses propres limites et appelle par là même l'intervention du révélé.

Le programme révolutionnaire se résume essentiellement en l'exaltation du sentiment religieux, et dans une recherche de perfectionnement spirituel qu'en principe le chiisme devrait pouvoir favoriser puisqu'il récuse toute application littérale des textes sacrés, lesquels constituent à ses yeux un « secret » que seul « l'effort catégorique de compréhension », ou *yjtihad*, permet, ne fût-ce que partiellement, de traduire par une doctrine et une pratique.

Cette perspective appelle une précision. Les musulmans ne sont guère portés à considérer le mal comme le mystère nécessaire et indissociable de la vie, mais prétendent le combattre pour l'extirper (cette tendance est peut-être accentuée en Iran où survivrait sourdement le dualisme ancestral).

Le Bien terrestre résiderait précisément dans l'ardeur et l'aspect implacable de ce combat. Peut-être est-ce là ce qui confère à l'Islam sa séduction pour tout peuple en état de colère, de désespoir ou de désarroi. Il permet de désigner la source des maux et donne l'espoir qu'elle pourra être éliminée. C'est sans doute ce qui actuellement donne à l'Islam plus qu'à d'autres religions vocation à exprimer des aspirations spirituelles sous la forme d'une révolution et d'une lutte.

Ces dernières devraient permettre, non pas l'avènement d'un monde nouveau, mais une sorte d'involution vers un « ordre naturel » qui, en filigrane des discours et des sermons, apparaît comme celui d'un immense monastère. Bien qu'une telle comparaison n'ait jamais été faite explicitement en Iran, pays officiellement « en garde » vis-à-vis du christianisme, elle peut servir de repère puisque le Coran lui-même exalte la vie monastique chrétienne, en tant qu'opposée, précisément, à l'Istikbar que la Révolution islamique s'est donnée pour principal ennemi. Toutefois, le but ultime de cette discipline spirituelle restant la lutte contre le mal, « jusqu'à l'avènement du Mahdi », les révolutionnaires islamistes d'Iran seraient dès

lors plus proches des moines-soldats que des membres d'autres congrégations. Associant le devoir de bienfaisance à celui de combat, ce seraient des sortes de franciscains templiers.

Les acteurs

Cette approche théorique sommaire (d'autant plus incertaine qu'il n'existe pas de texte fondamental de la Révolution islamique) ne saurait rendre compte de son déroulement concret ni surtout de son évolution présente. L'un et l'autre sont tributaires des forces à l'œuvre en Iran et qui, autant qu'on en puisse juger, émanent de trois éléments sociaux distincts : l'immense petit peuple iranien, les mollahs et, enfin, les jeunes militants en armes ou investis de responsabilités.

Le peuple

Le peuple iranien dans sa masse a trouvé dans le nouveau régime dont il a été et reste l'un des principaux soutiens un certain nombre de satisfactions notamment d'ordre culturel. Le mode de vie du « sud » a été, du moins sous ses aspects extérieurs, imposé au « nord ». Le bazar et la mosquée ont retrouvé leurs fonctions centrales. Libérée des obsessions de la « promotion » et de la « modernité », la vie familiale patriarcale s'épanouit même dans les milieux intellectuels. Les dames de la bourgeoisie s'habillent, hors de chez elles, peu ou prou comme leurs cuisinières venues des quartiers pauvres. Les ministères avec leurs secrétaires en tchador, leurs banderoles de pieux slogans, leurs fonctionnaires à la tenue soigneusement négligée, ont l'aspect familier d'un caravansérail.

De multiples signes sont donc là pour rappeler que le régime est très près du peuple. Encore ce dernier ne se contente-t-il pas de signes. Sa conception même de la religion est à cet égard exigeante. Communément il désigne Dieu par son attribut de « Haqq », mot arabe associant les notions de justice et de justesse et pouvant se traduire par « le Vrai ». L'Islam officiel est-il conforme au Haqq ? C'est la question que l'on se pose dans beaucoup de foyers pauvres. Si les sacrifices exigés par la guerre sont acceptés, on est plus réticent pour ceux qu'impose une gestion économique erratique (inflation et chômage). L'enrichissement de certaines catégories par la spéculation ou la concussion indispose d'autant plus que dans ce genre d'opérations certains mollahs sont réputés jouer un rôle important. Sans remettre en cause l'orientation islamique le peuple murmure. Toutefois sa sévérité n'a rien d'extrême. Chacun ici tend à spéculer sur les doubles tarifs des devises comme des produits. L'Iran garde en partie la légèreté décrite par Gobineau et bien des pauvres, conscients des limites de leur propre honnêteté, se savent moralement complices des plus riches.

Il reste que le peu de bénéfice matériel tiré de la révolution par la petite paysannerie et plus généralement par les classes défavorisées engendre

des attitudes de revendication et de contestation. Un mouvement en faveur d'un partage des biens notamment fonciers se dessine, encouragé par certains éléments gauchistes de la hiérarchie religieuse comme l'Ayatollah Khaneini-ha, procureur de la République. Il se manifeste aussi au Parlement où il semble rester minoritaire.

Cette dernière institution quels qu'en soient les défauts est le principal lieu d'expression de l'opinion et garde sa valeur de représentation d'une des composantes essentielles de la Révolution islamique, à savoir le peuple.

Les mollahs

Encadrant, exhortant, sermonnant ce dernier, tout en s'efforçant de répondre à ses penchants, les mollahs représentent la force religieuse. Organisés selon une hiérarchie très stricte de maître à disciple, ils sont les seuls à pouvoir, en principe, donner l'interprétation *valide* des textes révélés. En fait, leur souplesse d'esprit les rend capables de défendre de façon péremptoire des points de vue très divers et de choisir ceux qui peuvent conforter leur pouvoir actuel. A celui-ci, ils ont accédé au terme d'un processus long d'environ deux siècles au cours desquels se sont établies, non sans contestations ni traverses, les doctrines juridiques et théologiques confirmant leur autorité, la dernière en date étant la Velayat-e-Faqih, reconnaissant au théologien un rôle de guide spirituel et politique.

Ceux que l'on rencontre paraissent érudits et intellectuellement alertes. La plupart ont complété leurs études théologiques traditionnelles par des diplômes — en général des doctorats en sciences humaines — acquis dans des universités « profanes », voire étrangères. S'il n'y a pas, semble-t-il, de francophones parmi eux (du moins en Iran même), ils ont fréquemment une bonne connaissance de l'anglais et manifestent de l'attraction pour les universités américaines où plus d'un tente d'inscrire ses enfants.

Parallèlement à leurs fonctions diverses qui leur assurent des revenus réguliers provenant des contributions des fidèles, ils ne dédaignent pas de s'associer à des entreprises commerciales et même parfois industrielles. Ils ont souvent entre eux de longues conversations sur les cours des devises et des marchandises et n'éprouvent aucune gêne à paraître liés aux milieux d'affaires, surtout ceux du bazar.

Les vieilles dynasties religieuses se sont perpétuées conservant et enrichissant leurs patrimoines intellectuel et spirituel mais aussi matériel. Elles se sont parfois alliées à des familles princières, l'exemple le plus illustre et le plus récent ayant été à cet égard celui de l'impératrice Farah, descendante de l'Ayatollah Diba, l'un des principaux dénonciateurs de l'hérésie bahie.

Les mollahs qui seraient au nombre d'environ 200 000, soit 1 sur deux cents habitants, jouent dans le pays un rôle d'encadrement, de conseil, d'orientation très important. Ils savent toutefois que, malgré les garanties juridiques et théologiques dont ils ont étayé leur pouvoir, celui-ci reste largement dépendant du consensus populaire et de l'assentiment des

différentes formations armées. Leur influence dépend donc dans une large mesure, et de leur technicité théologique dont ils gardent jalousement l'exclusivité, et de la force de leur parole. Si la première s'appuie sur le révélé et l'intemporel, la seconde est tributaire des mouvements d'opinion, des tendances dominantes et donc, au total, du courant historique.

La nécessité de cette double référence ou double compétence est patente dans le cas de l'Ayatollah Khomeiny.

Ce personnage hors du commun mais très proche du modèle religieux iranien a été un théologien-philosophe spécialiste de la pensée de Mohi-ud-dine Ibn Arabi, ayant, à ce titre, acquis un prestige certain auprès des étudiants, il a cependant très vite renoncé à la carrière de penseur et de professeur qui s'ouvrait à lui pour s'occuper surtout de politique. Il n'est toutefois devenu leader charismatique qu'à raison de sa qualité d'Ayatollah Marja'e Taqlid, c'est-à-dire source de Tradition. De fait, son pouvoir sur les masses comme sur le bas clergé ne lui permet pas de s'affranchir totalement du consensus des « grands Ayatollahs ». S'il le faisait, le chiisme iranien aurait tôt fait de redevenir un champ clos de chapelles rivales et à perdre toute véritable emprise sur le pouvoir civil. Au demeurant, pour pouvoir jouer un rôle d'arbitre entre différentes tendances et ne pas apparaître comme l'homme d'un courant, son prestige de savant reconnu comme tel par les autres autorités religieuses lui reste nécessaire. Sa politique reflète donc ce jeu subtil entre recherche de popularité et confirmation de son autorité de théologien.

Le domaine principal par lequel les mollahs exercent leur influence est le pouvoir judiciaire. Deux personnalités religieuses au verbe virulent, quelque peu rivales et l'une et l'autre contestées, tiennent les postes de procureur général et de président de la cour suprême qui sont à cet égard parmi les plus importants. Ce sont les Ayatollahs Khaneïni-ha et Moussavi Ardebili, dont le premier est réputé « crypto-communiste » et le second « opportuniste ».

Le Hezbollah

Si le peuple et les mollahs constituent deux sources importantes d'autorité, la force n'est pas entre leurs mains. Elle est détenue par ce qu'on appelle couramment le « Hezbollah ». Perpétuant l'exigence révolutionnaire, c'est-à-dire la colère contre le monde d'ici-bas sous ses formes actuelles, l'ensemble des jeunes militants est désigné communément ici sous ce nom. Une des caractéristiques de la Révolution iranienne est en effet d'avoir été accomplie depuis ses débuts par des gens à peine sortis de l'adolescence. Certains des militants de la première heure sont certes devenus à présent des hommes d'âge moyen pourvus de titres et de postes importants tel l'hodjatoleslam Rafsandjani, président du Parlement. Il reste que la Révolution islamique a conduit dans une très large mesure à écarter les hommes mûrs des responsabilités, des moyens de pression et d'influence au profit de classes d'âges bien plus nouvelles.

Les jeunes gens du Hezbollah, qu'ils soient en armes au sein des Paskandaran, des Bassij, des Comités révolutionnaires ou qu'ils exercent des responsabilités administratives ou judiciaires, ont pour caractéristique principale d'avoir peur et de faire peur.

S'ils ne craignent visiblement ni la mort ni les grandes puissances, ils ont peur de voir la révolution s'enliser, manquer à sa mission, se laisser prendre au piège des influences culturelles étrangères. Ils ont peur surtout de la « contre-révolution » armée, celles des moujahidine et du parti Toudeh, dont ils ont mesuré en son temps la force et n'ont pu venir à bout qu'au prix de combats et d'actes de répression sanglants. Ils ont peur de la mollesse ou des réactions revendicatrices du peuple, peur de leurs propres guides, les mollahs, dont la souplesse d'esprit, la technicité théologique, les liens avec la bourgeoisie et le goût du lucre pourraient les écarter des pratiques combattives. Ils ont peur enfin les uns des autres dans la mesure où, ne formant pas un corps rigoureusement homogène, en dépit de leurs caractéristiques communes, ils nourrissent entre eux des rivalités pouvant dégénérer en affrontement.

Ils sont dès lors enclins à exiger toujours plus de rigueur, de cohésion, de discipline et surtout de combat tant à l'intérieur du pays contre les « pratiques corrompues » qu'à l'extérieur contre l'« Istikbar », ayant pris selon eux pour champion le régime baasiste de Bagdad.

Toute attitude de résistance ou de fermeté à leur égard les confirme dans l'idée qu'ils sont entourés d'ennemis et ne fait qu'exacerber leur agressivité. Aussi sont-ils tout particulièrement craints. De par leur comportement, leur tenue et même leur langage, ils ont fini par se distinguer nettement des autres habitants de l'Iran au point de paraître étrangers aux milieux mêmes dont ils sont issus. Fascinés par les Etats-Unis qu'ils font profession de détester, formés — quand ils sont diplômés — dans des universités américaines, ils sont d'un puritanisme non sans parenté avec celui des « têtes rondes » ou des *pilgrim fathers*.

Les plus déterminés d'entre eux tendent à penser que tout compromis avec les réalités contemporaines contient en germe une trahison et que seul le combat, si possible armé, est l'attitude qui s'impose. Aussi sont-ils enclins à participer à tous les mouvements révolutionnaires, de préférence ceux qui se réclament de l'Islam, dans l'ensemble du monde et, comme on le sait, au Liban.

Naturellement, les personnages religieux, lesquels ont, dans leur majorité, favorisé l'organisation, le renforcement et l'omniprésence du Hezbollah, s'efforcent de se maintenir solidement à sa tête, de le parrainer et si possible de le contrôler. Ils n'y parviennent apparemment qu'au prix d'une radicalisation de leur langage, voire d'une surenchère de rigorisme et d'agressivité dans leurs paroles comme dans leurs actes.

Il reste que, d'après certains Iraniens, le Hezbollah n'est pas destiné à se figer dans des attitudes crispées. Il suffirait, disent-ils, de lui donner des apaisements, des satisfactions, de manière à induire chez lui un compor-

tement plus rassuré et plus rassurant. Ces observateurs ajoutent toutefois que c'est là une œuvre de longue haleine.

L'effectif du Hezbollah est d'environ trois millions de personnes et tend actuellement à augmenter.

Les divisions sur les questions économiques

Si l'ensemble des hypothèses optimistes concernant l'évolution et l'assagissement de la société issue de la Révolution iranienne s'avéraient, on verrait celle-ci trouver une certaine stabilité dans l'équilibre entre les trois forces curieusement conforme aux vieux schémas indo-européens. Au peuple reviendraient la production et le pouvoir législatif, aux mollahs le pouvoir spirituel et judiciaire et au Hezbollah les pouvoirs exécutif et militaire. Pour l'instant, un tel équilibre semble encore loin de se réaliser. Les grands ensembles composant la société iranienne restent partagés sur bien des points mais principalement sur le mode de vie socio-économique qui devrait être celui de l'Islam.

Aux premières années de la Révolution, un programme relativement cohérent, inspiré d'une sorte de libéralisme tempéré, avait été mis au point et avait connu un début d'application. Le nombre des nouvelles entreprises alors créées semble avoir été impressionnant. Dans le seul secteur industriel, on en avait compté au moins cent vingt. Depuis lors, l'économie iranienne est entrée progressivement dans un relatif marasme, si ce n'est dans le domaine des travaux d'infrastructure et d'équipement dont le développement s'est poursuivi à un rythme normal. Pour le reste, l'initiative et la productivité ont été découragées. Le vaste secteur public constitué par les grandes Fondations (celles des Dëshérités, des Martyrs, de l'Imam Reza, etc.) semble avoir été étouffé par sa propre masse brutalement hypertrophiée à la suite de la saisie de biens et de nationalisations improvisées. Sa productivité a décliné tandis que sa gestion est devenue, au total, déficitaire.

A ce poids pour le budget de l'Etat s'est ajouté celui de la guerre d'autant plus difficile à supporter que le marché pétrolier s'étrécit. Un recours désordonné à des ponctions sur les actifs des entreprises, sous la forme d'impôts, de réquisition de matériel ou d'exigences de travaux gratuits a découragé leurs activités.

Plus graves encore semblent avoir été les effets du « double cours » des produits comme des devises. Cette situation a permis en effet un développement sans frein des activités spéculatives fondées sur le marché noir.

La dualité des prix incite en fait tout détenteur de lettres de crédit ou de bons d'achat, c'est-à-dire tout industriel ou commerçant patenté et même tout travailleur ou nécessiteux assisté à préférer la fraude à la production. Un produit étranger acheté en toute légalité au taux officiel de la monnaie peut rapporter trois à quatre fois sa valeur en rials s'il est revendu, fût-ce au-dessous de son prix, à un pays voisin, en dollars.

Cela n'est qu'un exemple parmi d'autres, des différentes opérations

spéculatives qui prolifèrent et tendent à constituer une économie parallèle et parasite étouffant peu à peu les activités de caractère normal. Elle est en grande partie fondée sur la crainte qu'inspirent la Révolution, ses exigences et ses répressions imprévisibles et qui incite bon nombre de détenteurs de capitaux à liquider leurs avoirs pour acheter des devises étrangères à tout prix et préparer ainsi leur départ. C'est cet état d'esprit qui favorise en grande partie la hausse des devises étrangères sur les marchés parallèles et tend peu à peu à faire changer de mains les fortunes iraniennes au profit de la bourgeoisie commerçante et traditionaliste du bazar.

Cette forme de redistribution des biens des catégories sociales cosmopolites au profit d'Iraniens moins tournés vers l'étranger en général et l'Occident en particulier tend à parachever sans heurt l'œuvre de la Révolution et à constituer une nouvelle bourgeoisie qui serait plus proche des traditions nationales que ne l'était l'ancienne.

Le résultat de ces redistributions plus ou moins occultes n'a rien pour l'instant de catastrophique. L'Iran continue de vivre. Le secteur traditionnel, celui de l'agriculture villageoise, du commerce courant, et des petits ateliers ne semble pas profondément affecté. Il reste que la dépendance de l'Iran à l'égard des exportations pétrolières ne fait que s'accroître et que le pays, dans la conjoncture actuelle, ne peut éviter à terme la dégradation accentuée du niveau de vie de ses habitants sans une relance de l'investissement productif et rentable ni une fiscalité appropriée, permettant à l'Etat de disposer d'autres ressources que celles du pétrole.

Devant ces impératifs qui n'échappent nullement à la classe politique iranienne, deux attitudes s'opposent actuellement. La première consiste à opérer des prélèvements brutaux sur les fortunes qu'il est toujours loisible de considérer comme mal acquises, d'accroître le contrôle de l'Etat sur la distribution en développant le champ des cours officiels et en marginalisant le marché parallèle.

L'autre préconise une certaine vérité des prix, un recours à la dévaluation et une libéralisation des échanges propice à une relance de l'initiative privée.

L'opinion tend dès lors à se répartir entre deux pôles : une gauche extrême et quelque peu archaïsante, nourrissant un projet presque stalinien ; une gauche libérale, déguisant mal sous un discours révolutionnaire et islamiste une attirance pour le libéralisme occidental voire américain, sinon une orientation résolument conservatrice.

Entre les tenants des deux types de solution, la lutte semble être de plus en plus vive et l'on imagine que les deux grandes puissances, en particulier l'URSS, ont tenté d'infiltrer parmi ceux qui pourtant s'expriment publiquement contre elles bon nombre de leurs agents.

Menacée d'un éclatement, qui parmi les jeunes militants en armes pourrait prendre des formes violentes, la Révolution islamique pourrait se transformer en un champ clos du combat classique entre gauche et droite, voire entre les deux blocs.

Selon le discours officiel, il revient à l'Islam d'opérer les synthèses

nécessaires. Y parviendra-t-il ? C'est en tout cas un défi devant lequel l'Iran peut difficilement se dérober. Récusant les deux modèles proposés au monde, la Révolution islamique doit en concevoir un qui lui permette de s'affirmer originale et authentiquement non engagée. Faute d'y parvenir, elle se dégraderait soit en une dictature militaro-capitaliste, soit en un néo-marxisme tiers-mondiste aux résultats précaires.

Ce dilemme explique sans doute l'intérêt tenace que, malgré certains antagonismes, on éprouve en Iran pour la politique française où, curieusement, le souci d'indépendance à l'égard des blocs, l'attention prêtée au Tiers Monde, tout comme l'alternance entre un libéralisme contrôlé et un socialisme tempéré semblent plus « musulmans » que les options prises par d'autres pays. On laisse volontiers entendre que la France serait potentiellement le seul ami rassurant et la déception de la voir juger sans bienveillance et, dit-on parfois, ignorer la Révolution islamique engendre à son égard des réactions violentes.

A celles-ci vient s'ajouter tout le parti que les tenants des solutions extrêmes tirent de l'« engagement » français avec l'Irak pour décourager tout geste, même timide, de rapprochement.

La guerre irano-irakienne a, par ricochet, frappé la France d'un tabou que bien des extrémistes s'efforcent d'aggraver et que les plus modérés ne savent comment lever. Objets à la fois d'attirance et de rancœur, nous ne pouvons avoir en Iran de position facile ni effacée.

Quelles que soient les péripéties des rapports bilatéraux, la Révolution islamique ne pourra trouver son accomplissement que dans son élucidation socio-économique. Trop massive dans ses structures pour pouvoir être « balayée », trop agressive et balbutiante pour s'apaiser et s'institutionnaliser, elle ne trouvera de repos qu'une fois reconnue comme voie, parmi d'autres, au progrès humain. Encore devra-t-elle pour cela offrir de l'Islam une image respectable et non, comme c'est encore le cas, redoutable.